



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GENERALE

E/ICEF/1992/7  
7 février 1992  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE  
Conseil d'administration  
Session de 1992

POUR INFORMATION

EVOLUTION DES PROGRAMMES DANS LA REGION DES AMERIQUES  
ET DES CARAIBES

Le présent document constitue un compte rendu et une analyse des principaux faits nouveaux et des nouvelles tendances enregistrées en 1991 dans le programme de coopération de l'UNICEF pour la région des Amériques et des Caraïbes.

Le Bureau régional de l'UNICEF pour les Amériques et les Caraïbes est responsable de la coopération dans les pays et territoires suivants : Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Barbade, Belize, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, El Salvador, Equateur, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, îles Turques et Caïques, îles Vierges britanniques, Jamaïque, Mexique, Montserrat, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela.

92-05584 8911T (F) 210492 210492 230492

/...



TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. CONTEXTE POLITIQUE ET SOCIAL .....	1 - 12	3
A. Difficultés économiques, politiques et sociales .....	1 - 7	3
B. Les nouvelles tendances .....	8 - 12	4
II. RESULTATS MARQUANTS DU PROGRAMME, RELATIONS EXTERIEURES ET QUESTIONS OPERATIONNELLES .....	13 - 38	5
A. Santé et nutrition .....	13 - 16	5
B. Développement et éducation de base des enfants .....	17 - 20	6
C. Les enfants vivant dans des circonstances particulièrement difficiles .....	21 - 24	7
D. Vers la participation des femmes au développement .....	25 - 26	7
E. Services de base en milieu urbain, approvi- sionnement en eau, assainissement et environnement .....	27 - 29	7
F. L'Eglise catholique .....	30	8
G. Suivi et évaluation .....	31 - 32	8
H. Relations extérieures .....	33 - 36	8
I. Activités opérationnelles .....	37 - 38	9



## I. CONTEXTE POLITIQUE ET SOCIAL

### A. Difficultés économiques, politiques et sociales

1. Dans la région des Amériques et des Caraïbes, le produit national brut (PNB) par habitant a augmenté en 1991 d'environ 0,4 %, soit la plus forte hausse en quatre ans. Le taux d'inflation moyen est tombé en 1991 à 300 %, soit une baisse sensible par rapport aux deux années précédentes, mais il continue néanmoins de représenter un lourd fardeau pour les secteurs les plus défavorisés de la population.
2. Les taux d'intérêt ont diminué et les dettes extérieures ont été rééchelonnées. Cependant, pour l'ensemble de la région, le rapport moyen des intérêts versés aux recettes d'exportation est évalué à 23 %, ce qui reste beaucoup trop élevé. De plus, les chiffres de l'emploi pour la période allant d'avril à juillet 1991 dans sept pays qui représentent 77 % de la population de la région ont fait apparaître une aggravation du chômage par rapport à l'année précédente.
3. La démocratisation et des progrès sensibles dans le rétablissement de la paix en Amérique centrale ont été pour la région des facteurs de stabilité. Ces processus ont progressé dans le cadre de nouveaux accords de coopération signés dans les Caraïbes, l'Amérique centrale, le Cône Sud et les pays andins. Néanmoins, l'ampleur croissante de la pauvreté dans la région - 270 millions de personnes - risque de compromettre les progrès politiques et représente un important facteur d'instabilité sociale.
4. La crise économique prolongée et profonde que connaissent les Amériques et les Caraïbes a contraint plusieurs pays à adopter des plans de stabilisation et d'ajustement qui ont causé une grave détresse, surtout parmi les groupes les plus vulnérables. Malgré cela, deux faits nouveaux positifs ont été enregistrés : la création par les gouvernements de mécanismes destinés à compenser les coûts de l'ajustement, et le retour de conditions plus favorables qui permettent d'augmenter l'investissement social grâce au redoublement des efforts nationaux, à de nouveaux emprunts extérieurs et à l'allègement de la dette consenti au titre d'une action en faveur de l'enfance.
5. Les nouveaux projets politiques de la région comportent souvent les thèmes ci-après : élargissement du dialogue, accords coopératifs de divers types et évolution vers le pluralisme et une participation accrue. On examine actuellement des questions telles que les conflits armés, les problèmes frontaliers, les intérêts communs de divers groupes de pays et la détresse des populations négligées.
6. Le climat ainsi créé a fourni des occasions de progresser sensiblement dans le sens de la survie, de la protection et de l'épanouissement de l'enfance. La Convention relative aux droits de l'enfant a été ratifiée par 25 pays de la région. En conséquence, ces pays adaptent actuellement leur législation et, dans le cas de la Colombie, entreprennent d'importantes réformes constitutionnelles dans le cadre desquelles les droits des enfants sont en train d'être reconnus.



/...

7. Les efforts des représentants de l'UNICEF, les visites fréquentes du Directeur général et ses entretiens avec des chefs d'Etat, des dirigeants nationaux et des animateurs de l'opinion publique ont permis de faire progresser la cause des enfants et des femmes et de leur faire plus de place dans les orientations économiques, sociales et politiques d'ensemble des pays d'Amérique et des Caraïbes.

#### B. Les nouvelles tendances

8. De nombreux pays de la région ont déjà lancé des programmes d'action nationaux et d'autres le feront dans un proche avenir. Dans ce contexte, les questions de la continuité, du couplage des questions, de l'exécution, du suivi et de l'affectation des ressources sont les plus difficiles à résoudre. Il faut poursuivre les activités de plaidoyer pour maintenir l'appui politique, institutionnel et public qu'il faut pour concrétiser les plans des programmes de pays et déterminer en quels points et selon quelles modalités les apports de l'UNICEF peuvent être utilisés avec le plus grand profit. Ces problèmes ont été pris tout particulièrement en considération lors de la formulation des 12 programmes de pays établis pour la session de 1992 au Conseil d'administration.

9. La capacité du bureau régional et des bureaux de pays de l'UNICEF de donner suite aux objectifs du Sommet mondial pour les enfants a permis aux pays de la région de tirer profit de plusieurs circonstances politiques favorables, comme la réunion du Sommet ibéro-américain auquel ont participé 19 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, plus le Portugal et l'Espagne. Ces pays ont tenu en juin 1991 leur première réunion annuelle à Mexico et publié à cette occasion la Déclaration de Guadalajara, où l'accent est mis sur l'importance que les chefs d'Etat ibéro-américains attachent aux programmes d'action nationaux. Des entretiens analogues se sont tenus en décembre 1991 à Cartagène (Colombie) entre les membres du Groupe de Rio (13 pays), au Sommet centraméricain pour la mise en valeur des ressources humaines, les enfants et la jeunesse, tenu à Tegucigalpa (Honduras), également en décembre, ainsi qu'entre les pays andins et ceux des Caraïbes.

10. Des groupes de personnes oubliées ou marginales reçoivent une attention accrue et on se préoccupe davantage aujourd'hui de défendre leurs droits, comme il est évident pour les groupes autochtones, les personnes d'origine africaine, les fillettes, les enfants amazoniens et les enfants qui défendent leur propre cause, comme ceux qui ont assisté au Sommet caraïbe pour l'enfance tenu à la Barbade et ceux qui ont participé en Equateur à un référendum afin de déterminer les aspects les plus importants de la Convention relative aux droits de l'enfant. Dans ce contexte, la région met en place plusieurs activités afin de porter au maximum le profit que les enfants retireront de l'Année internationale de la famille (1994).

11. Des dispositions pratiques concernant d'autres organismes des Nations Unies, des organisations non gouvernementales (ONG) et des associations privées ont été prises en 1991. Elles ont permis d'établir une relation plus étroite avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans le contexte de la préparation et de la célébration



du Sommet centraméricain pour la mise en valeur des ressources humaines, les enfants et la jeunesse. Des relations techniques ont été étoffées avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), afin d'aider les pays à traiter les résultats d'enquêtes nationales sur les ménages et des données sectorielles et de suivre la réalisation des objectifs concernant les enfants.

12. Des programmes d'allégement de la dette en faveur des enfants ont été approuvés en 1991 pour le Honduras et la Jamaïque, tandis que des efforts ont été menés à cette fin en République dominicaine et en Equateur. Un "fonds d'investissement social et d'urgence" a été créé en El Salvador, au Guatemala, au Honduras et au Venezuela. On peut voir des exemples de collaboration en matière de financement en Argentine et en Equateur (Banque mondiale), ainsi qu'en Amérique centrale (Banque interaméricaine de développement - BID - et Banque mondiale). On s'est efforcé, de concert avec le Bureau du financement des programmes de l'UNICEF, d'accroître les moyens de financement par l'entremise des comités nationaux pour l'UNICEF et des donateurs bilatéraux (par exemple, Agency for International Development des Etats-Unis - USAID - et Comité espagnol pour l'UNICEF).

## II. RESULTATS MARQUANTS DU PROGRAMME, RELATIONS EXTERIEURES ET QUESTIONS OPERATIONNELLES

### A. Santé et nutrition

13. Un accord entre l'Organisation mondiale de la santé/Organisation panaméricaine de la santé (OMS/OPS), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'Agency for International Development des Etats-Unis (USAID), la Banque interaméricaine de développement (BID) et l'UNICEF a permis de mettre en route la préparation des éléments "santé maternelle et infantile" des programmes d'action nationaux. Le fonds interrégional pour la préparation, la promotion et l'évaluation des programmes a facilité le processus de mise en oeuvre des accords intervenus.

14. Les maladies traitables par immunisation préventive ont continué de reculer en 1991, surtout la poliomyélite; huit cas seulement ont été signalés dans la région. Une campagne d'éradication de la rougeole est en cours à Cuba, dans les Caraïbes anglophones et au Brésil. (L'élimination du tétanos néonatal et de la rougeole sont des objectifs de la phase II du programme élargi de vaccination, qui couvre la période 1992-1995.)

15. En 1991, une épidémie de choléra a fait apparaître l'ampleur effroyable des problèmes d'environnement et d'assainissement que connaissent de vastes secteurs de la population. Au Pérou, pays le plus gravement touché, la mobilisation des femmes et l'activité de groupes communautaires de réhydratation par voie buccale ont évité une catastrophe. Les réactions immédiates ont consisté à lancer un appel d'urgence (dont le financement n'est pas encore assuré) et à organiser un atelier régional de formation. Une activité à plus long terme visant à lutter contre les maladies diarrhéiques et le choléra est actuellement planifiée dans le cadre d'un accord régional conclu entre la Jeune chambre internationale, l'OMS/OPS et l'UNICEF.



16. Un groupe consultatif régional a établi un plan visant à promouvoir l'allaitement naturel. Ce plan comporte notamment l'élaboration du Code international de commercialisation des substituts du lait naturel, l'initiative représentée par l'hôpital de l'UNICEF "pour les nourrissons" et les "10 étapes vers l'allaitement naturel" de l'UNICEF/OMS. Des activités dignes d'intérêt ont été menées au Mexique, où un accord a été conclu avec les fabricants d'aliments pour nourrissons qui ont accepté d'en cesser la distribution gratuite à partir du 1er janvier 1992. De plus, des mesures importantes sont actuellement prises en Bolivie, au Brésil, en Colombie, au Guatemala, au Honduras et au Venezuela.

#### B. Développement et éducation de base des enfants

17. En février 1991 a été organisé un séminaire mettant l'accent sur les politiques et stratégies de développement et d'éducation de base des enfants pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Cette activité s'est située dans le cadre de la Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous, aux termes de laquelle les Etats doivent créer en 1991 un climat politique propice. Une série de documents, tant imprimés qu'audio-visuels, a été établie pour dégager des principes communs en matière d'éducation de base dans la région et de promouvoir un appui politique et financier intersectoriel pour améliorer l'éducation de base.

18. D'autre part, dans le cadre du suivi de la Conférence, l'Unesco et l'UNICEF ont distribué ces documents sur une grande échelle au cours d'une réunion régionale des ministres de l'éducation, qui s'est tenue à Quito (Equateur). Elle a permis d'amorcer des débats concernant un accord opérationnel entre l'Unesco et l'UNICEF, qui peut s'étendre à d'autres partenaires.

19. Le processus d'examen des programmes des 12 programmes de coopération au niveau national a montré que la nouvelle approche et l'insistance sur l'enseignement de base ont été intégrées à ces programmes et se concrétisent au niveau national. Les questions spécifiques qui établissent un lien entre la situation et les possibilités existant au niveau du pays et au niveau sous-régional ont été mises en relief. On peut en citer les exemples ci-après : interventions intégrées en matière de santé, de nutrition et de traitement psychosocial aux fins du développement des enfants en bas âge (Chili); enseignement bilingue (Bolivie); accent sur la famille et un meilleur exercice de la fonction parentale (Caraïbes anglophones) et aide aux handicapés (Amérique centrale).

20. Une version préliminaire des messages "Savoir pour sauver" destinés à l'Amérique latine, qui comportent une perspective équilibrée sur la santé, la nutrition et le développement psychosocial, a été élaborée de concert par le bureau régional de l'UNICEF et le bureau du Chili. Des messages portant sur le développement psychosocial ont été communiqués à tous les bureaux de l'UNICEF de la région. Ces activités contribueront à la mise au point de la nouvelle version des messages "Savoir pour sauver" en cours d'élaboration au siège de l'UNICEF.



C. Les enfants vivant dans des circonstances particulièrement difficiles

21. Les problèmes relatifs aux enfants qui vivent dans des conditions particulièrement difficiles ont continué de susciter les demandes et les intérêts les plus divers tant à l'intérieur qu'en dehors de la région. Cinquante et une missions d'appui technique au total ont été effectuées.

22. Des études relatives à la prostitution des enfants ont été établies dans neuf pays : Chili, Costa Rica, El Salvador, Equateur, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama et République dominicaine. Une équipe de travail a étudié la planification à plus long terme et le suivi de cette question. Grâce à ces activités, des objectifs ont été formulés pour la présente décennie.

23. Une série de documents relatifs aux méthodes et à la diffusion ont été publiés dans quatre langues et distribués dans le monde entier.

24. Des accords de coopération ont été conclus avec Childhope, l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, l'Institut latino-américain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants et Défense des enfants-international et diverses activités ont été engagées.

D. Vers la participation des femmes au développement

25. L'examen des causes structurelles des problèmes que les femmes connaissent de longue date s'est poursuivi. Trois questions ont retenu l'attention : la violence perpétrée contre les jeunes filles et les femmes; les femmes chefs de famille; et les grossesses d'adolescentes.

26. Le réseau de bureaux des affaires féminines en Amérique latine et en Amérique centrale s'est élargi avec l'addition de la sous-région des Caraïbes. La formation du personnel sur les questions relatives à l'équité entre les sexes, un atelier régional sur la planification des activités intéressant les femmes et une évaluation de la coopération dans la région ont contribué à étoffer les éléments des nouveaux programmes de pays concernant les fillettes. Les principales questions ont été intégrées au plan d'action régional pour les femmes dans les années 90. La coopération menée avec le Parlement andin, la BID, l'Unesco, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme et Radio Nederland a permis d'instituer une collaboration dans les domaines des activités de plaidoyer et de la communication.

E. Services de base en milieu urbain, approvisionnement en eau, assainissement et environnement

27. L'exécution des projets relatifs aux services de base en milieu urbain s'est poursuivie avec des activités visant à créer des systèmes, à promouvoir la participation des bénéficiaires et à utiliser des technologies appropriées peu coûteuses. Les nouveaux programmes de pays prévoient d'élargir sensiblement les zones desservies, tout en intégrant ces projets à d'autres projets en cours.



28. Durant le deuxième semestre de 1991, un haut fonctionnaire, chargé des secteurs des services de base en milieu urbain, de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'environnement, a été associé à l'équipe régionale de conseillers. Il a été procédé à un examen des politiques et des stratégies et à une évaluation des données d'expérience acquises dans ce domaine. Il est prévu d'élaborer une méthode d'échange d'informations sur l'expérience acquise.

29. Il a été procédé à l'examen des activités en cours concernant l'environnement, l'approvisionnement en eau et l'assainissement (dans les pays du bassin de l'Amazone, en Amérique centrale, au Chili et à Cuba). On s'est efforcé de procéder à une analyse de la situation concernant les problèmes des femmes et des enfants de l'Amazonie. De plus, on a établi les bases d'une collaboration avec l'OMS/OPS sur l'application du système de suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement.

#### F. L'Eglise catholique

30. Les échanges de données d'expérience et les activités de coopération concernant la survie et le développement de l'enfant et les enfants vivant dans des circonstances particulièrement difficiles ont représenté une grande partie des activités menées en commun avec l'Eglise catholique. D'importantes réunions ont été organisées avec le premier Congrès latino-américain de l'Eglise sur la doctrine sociale en vue de consolider les activités de pastorat auprès de l'enfance. Ces réunions ont été combinées avec des visites sur le terrain afin de faciliter la coopération technique entre pays en développement. Plus de 12 pays ont participé à des missions menées au Brésil et au Chili. De plus, des études relatives aux pratiques et schémas en vigueur en matière d'éducation des enfants sont en cours en Bolivie, en Amérique centrale, au Chili et au Pérou.

#### G. Suivi et évaluation

31. En février 1991, un colloque régional de l'UNICEF sur les approches méthodologiques, stratégiques et coopératives du suivi des programmes nationaux d'action a été organisé. Le plan issu de ce colloque est en cours d'exécution et comporte une coopération avec la CEPALC et l'Unesco. L'objectif fondamental de ces activités est de renforcer la capacité nationale.

32. Des évaluations importantes (par exemple, l'analyse du "Plan Médico de la Familia" à Cuba) ont été menées au niveau national. Au niveau régional, une évaluation à mi-parcours du Fonds d'ajustement spécial pour l'Amérique latine et les Caraïbes a eu lieu en 1991.

#### H. Relations extérieures

33. Les gouvernements ont déployé des efforts considérables dans la région en matière d'élaboration des programmes d'action nationaux. De plus, la Convention relative aux droits de l'enfant et le Sommet mondial pour les enfants ont donné lieu à un suivi approfondi.





34. Une pochette multimédia (imprimés, radio et télévision) intitulée "Les enfants des Amériques" sera produite périodiquement à partir de 1992, tirant parti de la célébration du cinquième centenaire de la rencontre de deux mondes. Ce projet a été planifié et conçu en collaboration avec tous les bureaux régionaux. On recherche des sources de financement et le Comité espagnol pour l'UNICEF a fait une annonce de contribution.

35. Dans le cadre de la notion d'une "troisième voie" éducative, des films d'animation sont produits (au Brésil, à Cuba, en Equateur et à la Jamaïque); une série radiodiffusée populaire en Amérique centrale, consacrée aux problèmes de santé a mené à bien un programme pilote sur le choléra (avec l'aide de Radio Nederland); et une série télévisée destinée aux enfants (Plaza Sesamo IV/Mexique) est en cours de négociation (avec l'appui du Gouvernement néerlandais et du Comité des Etats-Unis pour l'UNICEF).

36. Le bureau régional de l'UNICEF et le bureau de l'UNICEF au Brésil ont patronné le premier atelier de scénaristes de feuilletons télévisés d'Amérique latine, qui a réuni pour la première fois les principaux professionnels du genre. Les scénaristes ont réaffirmé leur intention de faire passer dans les feuilletons télévisés un plus grand nombre de messages sociaux.

#### I. Activités opérationnelles

37. Afin d'améliorer la gestion d'ensemble, une journée d'étude a été organisée avec la participation d'un large échantillon du personnel, des représentants aux agents des services généraux. De plus, le bureau régional et le bureau de l'UNICEF en Colombie ont été restructurés, tandis que le bureau du Nicaragua devenait un bureau de pays de plein droit, doté d'un représentant.

38. Le classement et le recrutement du personnel ont été effectués bien plus vite et dans des conditions sensiblement meilleures qu'auparavant. Tous les membres du personnel concernés ont reçu une formation aux fins d'appliquer plus efficacement le traitement électronique de l'information, avec l'aide d'un réseau de systèmes de gestion et d'information.

-----

